### DOSSIER ÉCOLOGIE

ifficile à croire : le débat national sur la transition énergétique s'est ouvert dans les effluves du gaz de schiste! Bien sûr, on y affirmera qu'il est indispensable de faire décoller les énergies renouvelables et de réduire les consommations, nécessité cent fois esquivée. Le devenir du nucléaire réserve les empoignades habituelles, mais la vedette américaine, c'est le gaz de schiste.

François Hollande semblait pourtant l'avoir enterré pour de bon lors de la Conférence sur l'environnement, en septembre dernier. Deux mois plus tard, ce n'est déjà plus que « non, mais... ». Entre-temps, industriels, experts, économistes et politiques ont mené une intense campagne de pression. Alors que les États-Unis attribuent leur regain de santé à cette manne fossile, la France tiendrait sa martingale anticrise : le gaz de schiste, c'est le retour de l'énergie pas chère, de la croissance, des emplois, de la prospérité. Au Parti socialiste, des voix s'élèvent pour appeler au « bon sens », à l'unisson d'une grande partie de la droite, du Medef et des médias conservateurs : un trésor se trouverait sous l'Hexagone, et on l'y laisserait? Dans une ambiance de propagande pétrolière des années 1960, les spéculations hasardeuses vont bon train, et la tension monte chez les écologistes. L'épouvantail des émissions de CO<sub>2</sub> ? Discrètement remisé. À Doha, la communauté internationale a débattu de la crise climatique dans une indifférence ennuyée. En l'espace d'un trimestre à peine, la pensée fossile a connu un furieux regain de vigueur. Il devrait en aller de même dès 2013 pour

>Patrick Piro

> Inutile d'inschister! par Michèle Rivasi p. 20

> « Le bon sens, c'est les renouvelables ». entretien avec Laurence Rossignol p. 21

Les industriels par l'odeur alléchés...

p. 22

- > Un empilement de mensonges p. 23
- > Les premières manœuvres p. 24

## Gaz de schiste Comment on prépare les esprits

L'exploration reste interdite en France. Mais politiques et industriels instillent l'idée que cette énergie serait incontournable.

la position du PS.

oulagement théâtral d'Arnaud Montebourg, mercredi dernier : la France serait en train de recouvrer le « bon sens »! Devant des industriels de l'Union française de l'électricité, le ministre du Redressement productif livrait son analyse de l'évolution du dossier gaz de schiste : si la technique de la fracturation hydraulique - très polluante, risquée et la seule disponible à ce jour reste interdite en France, « nous travaillons à imaginer une nouvelle génération de technologies propres », qui permettraient d'extraire le gaz sans dommages pour l'environnement. Car « mieux vaut le produire si nous l'avons plutôt que l'importer », et « la plus propre » des énergies fossiles pourrait jouer un rôle important dans la transition énergétique...

Le débat national chargé de ce dernier chantier s'ouvrait le lendemain : Arnaud Montebourg est plein de « bon sens ». Fin 2011, alors candidat à la primaire

socialiste, il qualifiait pourtant le gaz de schiste de « fausse bonne idée » : « L'indépendance énergétique ne doit pas se faire au prix de catastrophes environnementales (1) »! En juillet, il évoquait déjà l'opportunité de « réfléchir » au dossier.

Le front des opposants avait pourtant cru le ministre isolé. Après quelques assurances données par Jean-Marc Ayrault, ils sont édifiés quand François Hollande annonce miseptembre, lors de la Conférence sur l'environnement, qu'aucun permis d'exploration ne sera délivré pendant le quinquennat, au motif que « personne [...] ne peut affirmer que l'exploitation des gaz et huile de schiste par fracturation hydraulique [...] est exempte de risques lourds pour la santé et pour l'environnement ».

Chez Europe Écologie-Les Verts, on se congratule. « Ce discours est historique et infiniment émouvant à entendre pour une écologiste », commente la ministre du Logement, Cécile Duflot. Le gaz de schiste semble définitivement enterré dans ses strates géologiques.

Deux mois plus tard, c'est une autre ambiance. Lors de sa conférence de presse du 13 novembre, le Président confirme le moratoire sur l'exploration, mais insinue que la position gouvernementale n'est en rien définitive. « Je laisse les entreprises, les chercheurs travailler. Et je prendrai mes responsabilités si une technique [alternative à la fracturation hydraulique, NDLR] apparaît ». Un encouragement explicite, presque un appel d'offres.

Avec Montebourg, d'autres socialistes profitent de l'aubaine. Daniel Raoul, président de la commission des affaires économiques du Sénat, saisit l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Opecst) pour étudier les alternatives à la fracturation hydraulique et « défendre la recherche contre l'obscurantisme ».

« Nous ne sommes pas opposés à une source d'énergie dont on nous dit Montebourg, Le Roux qu'elle pourrait représenou Vidalies laissent ter demain un avantage concurrentiel », avance entendre qu'ils portent Bruno Le Roux, président du

groupe socialiste à l'Assemblée nationale, pour qui le gaz de schiste « doit continuer à bénéficier de la recherche et de la science ». Peu avant, Alain Vidalies, ministre délégué aux Relations avec le Parlement, confiait: « Aucun d'entre nous ne pense que le gaz de schiste doit être écarté pour l'éternité. » Par ce « nous » brandi, Montebourg, Le Roux ou Vidalies laissent entendre qu'ils portent la position du PS. S'agit-il de préparer les esprits à une prochaine implication de la recherche publique ? L'ambiguïté plane.

Si le débat a repris une telle vigueur, c'est en raison de l'offensive lancée par les milieux économiques. Dès le lendemain de la Conférence sur l'environnement, dix-neuf personnalités du monde industriel (2) signent un appel dans l'Usine nouvelle pour demander « la réouverture du débat », car la France a « le devoir d'évaluer ses ressources potentielles » en gaz de schiste. Et avec l'appui inespéré de Bernard Thibaut, secrétaire général de la CGT, qui juge que « renoncer à l'exploration est un peu inquiétant ».

Convoiter le gaz de schiste était devenu politiquement rétrograde en France, après les >>>

(I) www.arnaudmonte- > bourg2012.fr/content/ le-gaz-de-schiste-unefausse-bonne-idee (2) Dont Laurence Parisot (Medef) et plusieurs présidents de groupements et de fédérations d'industrie

la guérilla anti-gaz de schiste en France.



**6** TRIBUNE

MICHÈLE RIVASI

Députée européenne EELV.

#### Inutile d'inschister!

La participation au gouvernement donne aux écologistes l'impression d'agir au sein d'un vivarium : l'environnement est clos, les limites de notre champ d'action bien trop marquées, et il faut donc garder son sang-froid pour vivre avec les couleuvres qu'on essaie de nous faire avaler.

En revanche, le gaz de schiste est sûrement le seul sujet où nous avons eu des garanties suffisantes pour y placer le curseur de notre démission. Cette ligne rouge qu'Hollande a promis de ne pas franchir reste cependant mouvante au gré des prises de position intempestives d'Arnaud Montebourg et d'un lobby mensonger décidé à faire accepter les gaz de schiste sous couvert de compétitivité, en faisant fi de la mobilisation citoyenne d'ampleur ayant saisi la France depuis l'octroi en catimini, par Jean-Louis Borloo, de permis d'exoloration en 2010.

Aujourd'hui, nos politiciens – PS et UMP confondus – sont en mal d'idées novatrices et d'une vision stratégique de long terme pour notre économie. C'est pourquoi ils espèrent montrer qu'on peut sauver la compétitivité de notre économie avec les gaz de schiste.

On nous rabâche depuis des décennies que nous avons l'électricité la moins chère d'Europe grâce au nucléaire, or

#### Devenir compétitif, c'est sortir des énergies fossiles.

la compétitivité de notre économie ne fait pâlir personne d'envie. D'ailleurs, nous n'exportons plus notre savoir-faire

nucléaire, cette prétendue filière d'avenir qui n'en a aucun en réalité, alors qu'on s'évertue à construire un EPR dont le coût de revient de l'électricité sera au moins égal à celui de l'éolien. Mais l'enjeu de la compétitivité fait rage au sein de l'économie mondiale. C'est le sésame à la sortie de crise.

Est-il utile de rappeler que c'est justement au prix de cette compétition que l'on bafoue les droits sociaux acquis par de longues luttes, que la précarité du travail s'accroît et que notre environnement nous rend malade? Tristement, oui : la mémoire de l'action politique dépasse rarement un simple mandat.

Comment ne pas s'indigner, aussi, qu'un Michel Rocard - ambassadeur des pôles - dise notre pays béni des dieux grâce aux gaz de schiste, alors que les émissions fugitives de méthane au niveau des puits en font une source d'énergie plus émettrice de gaz à effet de serre que le charbon? Faire accepter les gaz de schiste sous couvert de compétitivité, c'est encore une fois reporter nos erreurs sur les générations futures, qui ont déjà bien assez à payer. C'est pourquoi EELV a présenté une proposition de loi à l'Assemblée nationale qui reprend la position prise par Ayrault en juillet 2011 : interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels et abroger les permis exclusifs de recherche qu'Hollande n'a pas osé abroger. Devenir compétitif, pour les écologistes, c'est découpler la croissance économique de la consommation d'énergie pour fonder notre innovation et notre production sur la maîtrise de la demande d'énergie. C'est un changement de paradigme qui nous fera sortir des énergies fossiles, réduira le déficit commercial de la France et rassurera le portefeuille de nos concitoyens sur le long terme. 💠

»» mobilisations de 2011 qui ont mis dans la rue des milliers de citoyens, d'associations et d'élus de tous bords. Désormais, le déraisonnable aurait changé de camp, suggèrent pétroliers, gaziers, chimistes, économistes. En quelques semaines, la mayonnaise monte : le gaz de schiste, c'est le retour d'une énergie abondante et bon marché, la croissance qui redémarre, des emplois par milliers. Lyrique,

Selon Michel Rocard,

de schiste ce que le

Qatar est au pétrole ».

« la France serait au gaz

le socialiste Michel Rocard voit la France « bénie des dieux ». « Pour l'Europe, elle serait au gaz de schiste ce que le Qatar est au pétrole. »

Version droite dure, c'est

la charge contre « ceux et celles qui ont la vision obscurcie par l'idéologie », publiée dans le Monde du 29 novembre par Les Arvernes, un collectif de hauts fonctionnaires, d'économistes, de professeurs et d'entrepreneurs fantasmant déjà sur le supposé pactole. Des éditorialistes de la presse économique et conservatrice s'agacent, pêle-mêle, d'un blocage typiquement hexagonal, d'une désorientation de la gauche otage d'écologistes intransigeants, d'une perversion du principe de précaution, etc.

Deux pièces d'experts sont venues mettre du gaz sur le feu. Tout d'abord, début novembre, le rapport Gallois sur la compétitivité. L'ancien patron d'EADS et de la SNCF ose une provocation : la poursuite des recherches sur les techniques d'exploitation du gaz de schiste. « Hors sujet », tranche Ayrault. Piège évité ? Pas sûr : cette proposition est la seule rejetée par le gouvernement, ce qui alimente le sentiment que la décision est avant tout motivée par le souci de ménager les alliés écologistes. Lors de sa conférence de presse du 13 novembre, François Hollande corrigera le tir : ses propos indiquent bel et bien que la mesure Gallois a été adoptée à la dérobée.

Autre expertise, le rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Huiles et gaz de schiste y sont encensés, au vu du « miracle » étasunien. Le pays couvre déjà ses besoins en gaz. Il pourrait produire plus de pétrole que l'Arabie saoudite dès 2017, devenir exportateur net à partir de 2030! La manne, en faisant

chuter les prix du gaz, serait le principal facteur de la renaissance industrielle des États-Unis, qui lui devrait un tiers de sa croissance actuelle. Obama en attend 600 000 emplois nouveaux d'ici à 2020...

**Porté par cette offensive tous azimuts,** et avec Arnaud Montebourg pour porte-drapeau, le gaz de schiste s'est invité avec fracas dans le débat national sur la transition énergétique.

L'enjeu immédiat n'est pas la défense du moratoire Hollande sur l'exploration: la fracturation hydraulique n'a pas de concurrent pour le moment. On attend donc des pro-gaz de schiste qu'ils

pressent l'État de s'engager au moins sur l'investigation de la ressource et la mise au point de techniques d'exploration alternatives.

Voilà qui risque de ne pas apaiser les relations PS-EELV. Réagissant aux élans d'enthousiasme socialistes, Cécile Duflot s'alarmait le 14 novembre sur RTL « d'une offensive quasiment de propagande autour du gaz de schiste ». Les écologistes s'accrochent au texte signé entre les deux partis, mentionnant que « l'exploration et l'exploitation d'hydrocarbures non conventionnels seront interdites, les permis en cours abrogés et les importations découragées ». Un revirement du gouvernement serait une « violation absolue de l'accord », a déclaré le 15 novembre Jean-Vincent Placé, président du groupe écologiste au Sénat.

président du groupe écologiste au Sénat. Plusieurs autres cadres écologistes ont mis en garde sur le caractère ultrasensible du dossier. Les dix-sept députés EELV s'apprêtent d'ailleurs à dénoncer le porte-à-faux du PS: ils viennent d'annoncer le dépôt, le 11 décembre, d'une proposition de loi visant à « interdire définitivement toute exploration et exploitation [...] quelles que soient les techniques utilisées », en rappelant qu'un certain Jean-Marc Ayrault, alors dans l'opposition, avait déposé en juillet 2011 une proposition de loi tout aussi définitive... Il n'y aura peut-être pas à attendre la fin du débat sur la transition énergétique pour voir le gaz de schiste provoquer la fracture politique qui menace depuis des semaines.

>P.

#### Transition énergétique : un débat déjà tendu

Le débat national sur la transition énergétique, lancé jeudi dernier par la ministre de l'Écologie et de l'Énergie, Delphine Batho, est l'une des initiatives phares de François Hollande : il s'agit de réorienter profondément la politique énergétique du pays jusqu'en 2025. Le processus, qui durera finalement huit mois, doit déboucher à l'automne 2013 sur une loi de programmation. Il est menacé par plusieurs périls.

Tout d'abord, sa lourdeur. Le débat, qui tournera en régions à partir de février, est encadré par six instances, dont un Conseil national du débat, « parlement » de plus de cent organisations ventilées en sept collèges. Ensuite, la présence de la nucléocrate Anne Lauvergeon dans le comité de pilotage ainsi que la défiance envers le gouvernement ont provoqué le départ de Greenpeace et des Amis de la Terre. Et aussi

incroyable que cela paraisse, le Syndicat des énergies renouvelables n'a (toujours?) pas été invité au Conseil national du débat... Plus douteux encore: comment élaborer une authentique transition énergétique en laissant à une telle machinerie le soin d'harmoniser les intérêts sur des questions aussi épineuses que le nucléaire, la prééminence de la sobriété énergétique ou le gaz de schiste?



≺ À Villeneuve-de-Berg, en Ardèche, le 26 février 2011, avant une manifestation antigaz de schiste.

CLATOT/AFP

## « Le bon sens, c'est les renouvelables »

**Laurence Rossignol** rejette toute exploration et extraction de gaz de schiste, quelle que soit la technologie utilisée.

e débat national sur la transition énergétique s'est ouvert alors que les partisans du gaz de schiste sont en pleine offensive pour faire accepter la nécessité d'exploiter les ressources françaises. Un « lobbying effréné », selon la socialiste Laurence Rossignol.

Comment voyez-vous la pression exercée par les progaz de schiste, à l'heure où s'ouvre le débat sur la transition énergétique?

Laurence Rossignol > Ce débat est un beau défi, mais nous savons que les

questions du nucléaire et du gaz de schiste peuvent provoquer des

crispations et devenir des obstacles. Cependant, la ministre de l'Écologie l'a rappelé : il n'y a pas de question taboue, tout est sur la table dans le périmètre des engagements de François Hollande, notamment la réduction à 50 % de nucléaire dans la production d'électricité. Il s'agit d'un débat ouvert, où les partisans du gaz de schiste ont la liberté de se faire entendre.

#### Arnaud Montebourg parle de « bon sens ». Et vous ?

Je pense que le gaz de schiste est un mirage, et une fausse route. Doit-on en rechercher pour l'utiliser ? Je réponds « non ». Doit-on développer une technologie plus acceptable que la fracturation hydraulique? Je réponds « non » également. Je suis défavorable à l'exploration et à l'extraction, quelle que soit la technologie.

La priorité absolue doit être la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. Opter pour le gaz de schiste, c'est viser d'hypothétiques objectifs de court terme au prix d'un passif certain à moyen terme, l'accélération et l'amplification de l'effet de

serre. Alors que les rapports **ENTRETIEN** sur le changement climatique montrent que les projections les plus pessimistes sont dépassées!

Il s'agit d'une solution de facilité assise sur des démonstrations biaisées. Ainsi, quand bien même on forerait demain, il n'y aurait pas de véritables retombées économiques avant 2020.

Le bon sens, c'est de sortir des énergies fossiles pour aller vers les renouvelables. Comment expliquez-vous le retour d'arguments qu'on

pensait obsolètes?

Nous sommes confrontés à un lobbying effréné de la part des industriels, à un niveau

rarement vu. Même le nucléaire est battu! Au prétexte de lutter contre la crise économique, ils veulent nous mettre le couteau sous la gorge. Même les grands médias y sont sensibles. Le Monde a publié deux éditoriaux pro-gaz de schiste en trois mois!

#### François Hollande est favorable à la recherche. Cela vous gêne-t-il?

Ainsi, la recherche serait « bloquée ». Étrange: personne n'a jamais interdit à un acteur privé de mener des recherches! En revanche, s'il s'agit de solliciter les pouvoirs publics, j'v suis absolument opposée. Il serait beaucoup plus utile d'investir, par exemple, dans le développement de solutions de stockage de l'électricité, point clé du développement d'énergies intermittentes comme l'éolien ou le photovoltaïque.

Pour ma part, j'ai bien entendu le Président affirmer qu'il n'y aurait pas de permis d'explorer pendant le quinquennat. Quant aux perspectives qu'il évoque pour la recherche, je n'ai nullement entendu qu'il soit question que l'État en soit partie prenante.

#### Votre position n'a-t-elle pas été fragilisée?

L'offensive actuelle traduit les efforts de partisans en situation isolée. Nous restons bien en position dominante: François Hollande n'a pas rouvert le dossier.

>Propos recueillis par Patrick Piro



Laurence Rossigno secrétaire nationale à l'environnement

Exploitation de > gaz de schiste en Pologne, qui se rêve en nouvel eldorado énergétique.

SKARZYNSKI/AFP



## Par l'odeur alléchés...

Les industriels français exercent un lobbying intense en faveur de l'exploitation du gaz de schiste en France et en Europe.

Des rapports d'expertise,

des publicités et des

sites Internet ont été

conçus pour prouver

que le gaz de schiste

n'est pas une menace.

epuis plusieurs mois, les industriels développent de nouveaux arguments « écologiques » destinés à sensibiliser les responsables politiques nationaux. Le PDG de Veolia Environnement,

Antoine Frérot, a récemment déclaré que le leader mondial de l'eau est l'« un des deux seuls acteurs au monde à savoir traiter les effets sur l'eau de l'exploitation du gaz de schiste », un argument massue pour le marché naissant de la « dépollution ». De leur côté,

Suez Environnement, CGG Veritas, Solvay, Imerys, Vallourec, après avoir affirmé leur présence sur le marché américain, se préparent à mettre leur savoir-faire au service des entreprises minières et gazières qui attendent le feu vert de la France.

Empêché par la loi de prospecter dans l'Hexagone, Total, qui se considère comme « l'opérateur le plus actif des quatre principaux champs américains de gaz de schiste », a investi la Pologne et la Danemark. Deux pays qui ont accordé de nombreux permis « dans une recherche de sécurité environnementale maximale et, bien sûr, un respect absolu des réglementations en vigueur », rassure le

géant pétrolier. Lequel peut s'appuyer sur un document présenté le 29 novembre par le Groupement des entreprises et professionnels des hydrocarbures (GEP-AFTP). Celui-ci affirme que l'extraction du gaz et du pétrole de schiste « peut se faire dans le respect de l'environne-

*ment* », et réclame une expérimentation pour vérifier le potentiel du sous-sol français.

Ainsi, des rapports d'expertise financés par l'industrie, des publicités et des sites Internet ont été spécifiquement conçus pour prouver que le gaz de schiste ne constitue pas une menace pour l'environnement ou la santé publique. Un document de travail interne du GEP-AFTP, daté de novembre 2011, rédigé avec un expert de la multinationale américaine Halliburton,

indique que « l'image du gaz de schiste a été endommagée fortement par certaines mauvaises pratiques ponctuelles réalisées aux États-Unis et une certaine confusion créée par le film Gasland auprès du grand public ». Et de détailler la stratégie préconisée : « Il faut recenser les bonnes pratiques environnementales qui seront acceptables en France » et « démontrer la compatibilité avec la directive-cadre sur l'eau (retour à l'état originel des masses d'eau) ».

Le Parlement européen et d'autres institutions européennes ont aussi été assiégés par les grands acteurs des secteurs pétroliers et gaziers, qui « cherchent à faire passer le gaz pour une option énergétique favorable au climat dans un avenir moins carboné », indique une étude de Corporate Europe Observatory (1).

Avant le vote, le 23 novembre au Parlement européen, de deux rapports d'initiative consacrés au gaz de schiste, les représentants de la Commission européenne des directions énergie, environnement et climat ont rencontré de nombreuses fois les lobbyistes de l'industrie sur la question de la mise en valeur du gaz de schiste en Europe, dont GDF Suez et, bien sûr, Total. Le groupe pétrolier français aurait consacré en 2011 près de 2,5 millions d'euros à son budget de lobbying, notamment pour promouvoir le gaz de schiste en France, selon le registre de transparence de l'Union européenne. Résultat : un amendement pour mettre en place un moratoire sur la fracturation hydraulique a été rejeté lors du vote de ces rapports.

>Thierry Brun

(I) Plein gaz !, Laura Weis, Corporate Europe Observatory, novembre 2012, disponible en français sur le site corporateeurone.org

# Un empilement de mensonges

Pour justifier la nécessité des gaz de schiste, leurs partisans s'appuient sur des hypothèses hasardeuses.

lire les rapports, les prospectives ou les professions de foi enthousiastes, le gaz de schiste serait la clé du retour à la prospérité. On lui prête le potentiel de redonner de la compétitivité aux entreprises, de créer de la croissance et des emplois. Il réduirait même les émissions de CO2. Ne lui manque qu'une technologie d'extraction plus propre que la fracturation hydraulique, mais il paraît que des alternatives existent. Décorticage du prospectus publicitaire.

#### Un eldorado sous nos pieds

La fièvre hexagonale repose essentiellement sur une estimation au doigt mouillé: le soussol français recèlerait 5 100 milliards de mètres cubes « exploitables » (traduisent certains), soit l'équivalent de quelque 90 années de notre consommation de gaz actuelle! Ce chiffre, qui donne le tournis, provient d'une source unique: une projection d'un service du Département de l'énergie états-unien (DOE) à partir de données géologiques publiques. Or, le véritable état de la ressource ne peut être établi que par des forages d'exploration, de facto gelés en France par une loi de juillet 2011 interdisant le recours à la fracturation hydraulique, seule technique disponible à ce jour. La Pologne, l'autre potentiel mastodonte gazier en Europe (selon le DOE), s'est lancée dans la vérification de cette manne supposée : la promesse initiale de 5 300 milliards de m<sup>3</sup> a été divisée par près de dix! Par ailleurs, les calculs du DOE fournissent des volumes « récupérables », indépendamment de toute considération économique, et non pas « exploitables ». En Pologne, le géant pétrolier Exxon a laissé tomber en juin dernier: ses puits n'étaient pas rentables.

#### Alternatives à la fracturation

L'unique technique d'exploration et d'exploitation consiste à injecter, sous très forte pression, de l'eau mêlée à du sable et des additifs chimiques pour éclater en profondeur les roches où est piégé le gaz de schiste. Cette fracturation hydraulique est très polluante, grosse consommatrice d'eau, et peut provoquer de petits séismes.

Des alternatives sont à l'étude. La semaine dernière, le Groupement des entreprises et professionnels des hydrocarbures (GEP-AFTP) s'affirmait capable de vérifier le potentiel du sous-sol français « dans le respect de l'environnement ».

De fait, les quelques pistes évoquées consistent essentiellement en l'amélioration de la fracturation hydraulique: mieux recycler l'eau pour limiter les volumes utilisés (jusqu'à 20 000 m<sup>3</sup> par forage), utiliser des additifs moins nocifs, forer plus discrètement. Les techniciens tentent aussi de remplacer l'eau (par de l'air comprimé, du propane, voire du CO2) ou de fracturer par des chocs thermiques ou électriques. Mais aucune de ces évolutions ne donnerait entièrement satisfaction - environnement, coût, énergie, etc. Le débat français risque donc, in fine, de se cristalliser sur l'acceptabilité (au nom de « l'intérêt national ») d'un avatar simplement moins nocif de l'actuelle fracturation hydraulique...

#### Un hydrocarbure « propre »

Les pro-gaz de schiste, obnubilés par la promesse d'une nouvelle épopée énergétique française, évacuent sans vergogne le problème des émissions de CO2, considéré comme surévalué face aux bénéfices attendus en ces temps de crise économique. On se contente de souligner que le gaz de schiste (similaire au gaz naturel) est moins émetteur de CO2 que le pétrole et surtout le charbon. Il devient presque protecteur du climat sous la plume de commentateurs empressés, lesquels font remarquer qu'aux États-Unis le remplacement de centrales à charbon par des turbines à gaz a eu un effet positif sur les émissions.

Exact, mais secondaire: l'abondance de ce gaz bon marché a d'abord pour effet de relancer des industries lourdes, ainsi que la consommation, retardant d'autant l'adoption d'une vraie transition énergétique – la sobriété et le passage aux énergies renouvelables. 4 000 personnes réclamaient l'abrogation de permis de recherche le 23 octobre 2011 à Barjac.



#### Les gaz de schiste aggraveront le dérèglement climatique

Un simple coup d'œil aux dernières données concernant le dérèglement climatique suffirait à condamner le recours aux gaz de schiste. Alors que la Conférence annuelle de l'ONU sur le climat se tient à Doha dans l'indifférence, les émissions de CO2 auront encore augmenté de 2,6 % en 2012 malgré la crise économique, souligne le rapport annuel du Global Carbon Projet. Les auteurs estiment qu'à ce train les températures

moyennes pourraient grimper de 4 à 6 °C d'ici à 2100, voire avant! Le réputé institut de Potsdam confirme cet horizon noir dans un rapport « catastrophe » livré il y a deux semaines à la Banque mondiale (1). Il y a trois ans, à Copenhague, la communauté internationale s'était engagée à ce que la dérive ne dépasse pas 2 °C...

Et le dérèglement se vérifie sous nos yeux. La semaine dernière, l'Organisation mondiale de la météorologie se préparait à classer 2012 parmi les dix années les plus chaudes jamais enregistrées. En septembre dernier, les satellites ont mesuré la plus importante contraction estivale de la banquise arctique, dans des proportions qui prennent au dépourvu les climatologues. Année exceptionnelle aussi par le nombre de sécheresses, inondations, tempêtes et ouragans partout dans le monde. (1) climatechange.worldbank.org

#### DOSSIER ÉCOLOGIE

Par ailleurs, des scientifiques états-uniens ont établi qu'en raison des fuites, en cours d'exploitation et durant le transport, l'impact du gaz de schiste sur l'effet de serre serait équivalent, à court terme, à celui du charbon!

#### Les prix vont baisser

L'exploitation du gaz de schiste aux États-Unis a provoqué une importante chute des prix de l'énergie, génératrice d'un regain de compétitivité de l'industrie et de croissance pour le pays. Un bénéfice promis à la France si l'on y autorise l'exploitation de cet hydrocarbure non conventionnel, clament les partisans sans trop de précaution. Or, les coûts de production devraient être notablement plus élevés en France qu'aux États-Unis, où le code minier est moins contraignant et la densité de population plus faible (ce qui permet d'exploiter à plus large échelle). Là-bas, les propriétaires fonciers peuvent forer sans demander l'autorisation des pouvoirs publics. Par ailleurs, on ne s'y gêne pas pour planter des puits tous les kilomètres, voire à une moindre distance. En France, Total (par exemple) explique que l'on pourrait regrouper les puits pour rayonner souterrainement grâce à la technique des forages horizontaux. Mais la collecte serait moins rentable.

Et si en France le prix du gaz naturel conventionnel pourrait baisser sous la pression d'un afflux de gaz de schiste, l'impact serait minime sur l'électricité, plutôt bon marché.

#### **100 000 emplois**

La folie gazière aux États-Unis a généré 600 000 emplois, et les optimistes en attendent le double d'ici à 2020. Selon le cabinet SIA Conseil, l'exploitation du gaz de schiste pourrait conduire à la création de 100 000 postes en France à la même échéance.

Cette extrapolation, largement exploitée par les défenseurs de cet hydrocarbure, est fondée sur trois hypothèses sujettes à caution : les volumes de gaz réellement exploitables, la transposition de l'expérience états-unienne et les prévisions d'emplois établies pour les trois concessions françaises de Montélimar, Nant et Villeneuve-de-Berg, avant annulation de leurs permis. A priori, ce calcul ne prend pas en compte la possible destruction d'emplois (dans le tourisme, par exemple) que pourrait provoquer l'irruption de cette activité gazière.

Les écologistes ont projeté, de leur côté, qu'une vraie transition énergétique, fondée sur la rénovation thermique des bâtiments et le développement des renouvelables, pourrait créer un million d'emplois (après soustraction des emplois détruits dans les énergies conventionnelles) à l'horizon 2020. Dix fois plus, avec une probabilité moins hasardeuse que dans le cas du gaz de schiste.

Un gazoduc en > construction.
Jusqu'alors orienté vers l'Est et la Russie, ce type d'installation voit le jour entre la France et l'Espagne, dans la perspective d'une exploitation du schiste ibérique.

MACDOUGALL/AFP



## Les premières manœuvres

En attendant l'exploitation, les opérateurs investissent dans le transport et le stockage, comme en Espagne et dans les Landes.

e plafond dans la production mondiale de gaz naturel est attendu pour 2030. Pourtant, dans le sud-ouest de l'Europe, les grands opérateurs investissent encore des centaines de millions d'euros dans une superposition de projets, laissant deviner des enjeux dépassant largement la région, voire une préparation possible au transport et au stockage de gaz de schiste. Cela au moment où François Hollande relance le débat, et alors qu'un moratoire a été rejeté le 21 novembre par le Parlement européen.

infrastructures gaz France (TIGF, filiale du pétrolier Total) gère déjà le stockage de 25 % du gaz français et mène actuellement d'importants travaux pour augmenter sa capacité de transport de gaz naturel. Lancée en 2011, la construction d'un pipeline à double flux, « Euskadour », pour un montant de 130 millions d'euros, viendra porter la capacité totale d'interconnexion gazière entre la France et l'Espagne à 7,5 milliards de mètres cubes par an en 2015 (l'équivalent de 15 % de la consommation française).

Parmi ces opérateurs, Transport

(I) Un diapir est constitué de roches facilement déformables, telles que le sel, ou encore le gypse, les magmas, les boues, etc.



« Euskadour permettra aux transporteurs espagnols, Enagás et Naturgas Energía, de disposer d'un meilleur accès au marché du gaz européen », expliquait TIGF en janvier 2011. La connexion Euskadour fait surtout craindre l'arrivée dans l'Hexagone du gaz de schiste espagnol, en absence de moratoire de Madrid, et au vu de la multiplication de projets d'exploitation dans le nord de la péninsule. Pour l'instant, la menace la plus sérieuse concerne la province basque d'Alava, où la compagnie texane Heyco a évalué les réserves de gaz de schiste disponibles à 184,5 milliards de m<sup>3</sup>, soit 5 fois la consommation annuelle de l'Espagne. Bahia de Bizkia, le port gazier de Bilbao, accroît actuellement ses capacités de stockage de 400 000 m³ (plus d'un tiers de sa capacité). Or, les perceptives d'extraction se sont accélérées avec la victoire en octobre du PNV (Parti nationaliste basque), une formation indépendantiste de centre droit à l'initiative des prospections dès 2005.

Enfermement idéologique dans un modèle toujours plus consommateur d'énergies fossiles ou préparation à l'arrivée du gaz de schiste ? Une chose est certaine : sans gouvernance écologique mondiale, un scénario à faibles contraintes d'émissions de carbone prépare une compétition féroce pour le contrôle des ressources en hydrocarbures. À la suite de la séparation entre EDF et GDF en vue de leur privatisation, EDF s'est retrouvée sans gaz et n'a depuis eu de cesse de réinvestir ce domaine. Elle souhaite lancer à Pouillon, près de Dax, dans les Landes, le creusement d'une cavité de 600 millions de m³ contenue dans un diapir (1) de sel situé entre 700 et 2 000 mètres de profondeur. Pour réaliser l'excavation du stockage, un prélèvement de ressources en eau douce est exclu. EDF prévoit alors, pendant dix ans, d'injecter de l'eau de mer dans le sous-

EDF souhaite lancer près de Dax le creusement d'une cavité de stockage de 600 millions

de m³ de gaz.

sol afin d'extraire le sel sous la forme d'une épaisse saumure. Les quantités sont telles (environ 2/3 de la consommation annuelle française) qu'EDF ne pourra pas les valoriser et compte envoyer les eaux de lessivage au travers

d'un « saumoduc » qui se déversera en pleine mer à plus de 1,5 km de la côte.

Le secteur du tourisme, l'industrie de la glisse, les pêcheurs, quelques politiques et les associations de protection de l'environnement sont rapidement montés au créneau, menant durant la saison estivale une série d'actions pour dénoncer les conséquences désastreuses d'une installation gazière classée Seveso II.

**Par deux fois, le Bureau des ressources** géologiques et minières (BRGM) a émis des doutes sur l'intégrité de la masse de sel nécessaire à l'architecture de ce stockage. Difficile également de nier l'impact d'une concentration élevée de sel sur l'environnement marin, d'autant que « la saumure pourrait bien s'accompagner de 20 % d'hydrocarbures et d'argiles, selon les estimations », affirment les associations.

Plusieurs mois après la fin du débat public, et malgré les oppositions, EDF, maître d'ouvrage de l'opération, reste bien décidée à poursuivre en s'associant avec le géant russe Gazprom. Les associations estiment manquer de moyens de pression, en dépit d'une pétition signée par plus de 11 500 personnes sur un bassin de population de 100 000 âmes.

Tout réside *in fine* entre les mains des politiques : en septembre 2012, le président du conseil général des Landes, Henri Emmanuelli, prenait enfin position, se montrant opposé au saumoduc, sans fermer la porte au projet d'EDF au nom des 250 emplois durant les six ans du chantier et des 30 permanents par la suite. « *Il n'y a pas lieu de s'emballer* [...], *la concertation sera menée avec tout le monde* », a-t-il expliqué. Or, début novembre, un autre élu landais socialiste, le délégué aux Relations avec le Parlement, Alain Vidalies, déclarait que « *l'extraction des gaz de schiste devra être envisagée* ». Incertain, l'avenir de Pouillon est-il lié à cette déclaration?

>Jean Sébastien Mora

## Politis

## Soutenez Politis son indépendance et ses projets!

- Pour garantir notre indépendance financière et éditoriale, rare dans le monde de la presse,
- Pour faire connaître notre journal au plus grand nombre et faire circuler nos informations et nos idées,
- Pour enrichir notre contenu rédactionnel et continuer à mener des enquêtes fouillées et des reportages de qualité,
- Pour développer notre site Internet, qui offre des éclairages à chaud et donne accès à plusieurs années d'archives.

### Soutenez l'indépendance de la presse d'information politique et générale!

Grâce à l'association Presse et pluralisme, vous pouvez faire un don à Politis et le déduire de votre impôt sur le revenu à hauteur de 66 %, dans la limite de 20 % de votre revenu imposable.

Pour un don de :	Vous paierez seulement :	Vous déduirez de vos impôts :
30€	10,20€	19,80€
30 € 100 €	34€	66€
500€	170€	330€

7	
<b>Je fais un don de</b> € au profit exclusif de <b>Politis</b> Et je libelle mon chèque à l'ordre de : Presse et pluralisme/Opération Politis	
Je précise mes coordonnées (afin que Presse et pluralisme puisse émettre le reçu fiscal qui me permettra de bénéficie de la réduction d'impôt l'année suivant mon versement)	
Nom: Prénom:	
Adresse:	
Code postal LILLI Ville:	
Courriel:	
Téléphone:	
Les informations recueillies sont indispensables au traitement de votre don. Elles sont enregistrées dans le respect de la loi du 6 janvier 1978, dire Loi informatique et libertés. Vous bénéficiez, sur simple justification de votre identité, d'un droit d'accès, de regard et de rectification sur toutes les informations vous concernant contenues dans nos fichiers.	
Coupon à compléter et à retourner, accompagné de votre chèque, sous enveloppe affranchie exclusivement à :	

Presse et pluralisme, TSA 32649, 91764 Palaiseau Cedex